Au lendemain de l’élection d’Idriss Diallo à la tête de la Fédération ivoirienne de football, les yeux sont désormais rivés sur les préparatifs de la CAN-2023 qui doit se tenir du 23 juin au 23 juillet 2023 en Côte d’Ivoire. Cette élection a scellé une querelle de succession qui aura déchaîné les passions parmi les amateurs du ballon rond. Et si le nouveau président et son rival Didier Drogba ont promis de travailler de concert, le spectre d’un report de la compétition plane sur le comité d’organisation.

"Je passe souvent devant ce stade les matins. Il est sur mon chemin", explique Idrissa Touré, les yeux rivés sur l’ouverture de palissade en tôle laissant entrevoir le "Félicia" en plein travaux.

L'étudiant d'une vingtaine d'années observe, dubitatif, les ouvriers du chantier entrer et sortir à la hâte pour déposer des tas de fers à béton à l’intérieur du site, jonché d'amas de terre rouge. Du matin au soir, depuis deux ans, ils sont à pied d'œuvre.

Les travaux de rénovation du stade Félix-Houphouët-Boigny situé en plein cœur d’Abidjan ont été officiellement lancés en 2020. L’objectif est de passer d’une capacité de 35 000 à 40 000 spectateurs.

Mais à moins de neuf mois de la date prévue de livraison des infrastructures sportives où se

tiendront les matches de la Coupe d'Afrique des nations 2023 en Côte d’Ivoire, l’état d'avancement de ce chantier inquiète.

Déjà 500 milliards de francs CFA investis

"À vue d’œil, ça n'avance pas assez vite. Je pense que le temps imparti est trop court. Je ne pense pas qu’ils finiront à temps", prédit Idrissa, amateur de football qui suit de près l’actualité de la CAN.

Sur place, il est impossible d’obtenir de plus amples informations. Le chef de chantier, un employé de la société portugaise Mota Engil chargée des travaux, n’est pas autorisé à s’exprimer sur l’avancement des travaux.

Selon les derniers chiffres annoncés à la fin du mois de mars par la directrice de l’Office national du sport (ONS), Mariam Koné, le taux de réalisation des travaux de réhabilitation du stade Félix Houphouët Boigny était de l’ordre de 25 %.

Cette dernière a néanmoins soutenu que la date butoir du 31 décembre serait respectée, car "des actions sont menées au plus haut niveau de l’État pour accompagner l’entreprise dans son projet, de sorte que les choses avancent de la meilleure des façons possibles."

L'État ivoirien a déjà investi 500 milliards de francs CFA, soit 762 millions d’euros, dans les installations sportives, d’hébergement ainsi que connexes : voirie, aéroportuaires et plateaux techniques sanitaires.

Des infrastructures qui seront toutes livrées à temps, a assuré le chef de l’État, Alassane Ouattara, lors de la visite officielle de Patrice Motsepe, président de la Confédération africaine de football (CAF), à Abidjan, au début du mois d’avril.

Patrice Motsepe s’était alors dit "rassuré" par l’avancée des travaux, tout en précisant qu’il restait "quelques problèmes encore à régler."

D’après les dernières informations fournies par l’ONS, trois des six stades en construction ou en rénovation sont quasiment terminés, à savoir Ebimpé en banlieue d'Abidjan, Bouaké et Yamoussoukro. Les stades de San Pedro et de Korhogo sont quant à eux achevés à près de 70 %.

Lutte de pouvoir

De son côté, la CAF a inauguré il y a quelques semaines un bureau permanent à Abidjan pour accompagner le Comité d’organisation de la Coupe d’Afrique des nations (CoCAN) 2023.

Mais la présence d’une antenne permanente de l’instance africaine de football en Côte d’Ivoire ne fait pas l’unanimité au moment où la Fédération ivoirienne de football (FIF), mise sous tutelle en décembre 2020, a retrouvé son indépendance avec l’élection d’Idriss Diallo à sa tête le 23 avril dernier.

L’élection du nouveau président de cette fédération cristallisait les tensions depuis 2020. Elle avait plusieurs fois été reportée en raison de désaccords autour du système de parrainage pour les candidats. Un système qui ne permettait initialement pas à Didier Drogba d’intégrer la course. Un comité de normalisation mis en place par la Fédération internationale de football association (FIFA) avait en fin de compte permis à l’ancienne star du ballon rond de se porter candidat. Mais il avait peu convaincu les votants, parmi lesquels de nombreux présidents de clubs locaux, qui accusaient en outre la FIFA et la CAF d’ingérence.

Le résumé de la semaine France 24 vous propose de revenir sur les actualités qui ont marqué la semaine

Je m'abonne

"Cette élection arrive à point nommé. Il fallait que ces querelles intestines s’apaisent. Il faut que la Côte d’Ivoire montre un visage d’hospitalité et de sérieux au reste du monde," estime Serge Dakoury, journaliste sportif à la Radio Télévision ivoirienne (RTI).

Pour autant, une autre lutte de pouvoir se joue autour de l’organisation de la CAN-2023. Celle-ci oppose le ministère des Sports au CoCAN, mis en place sur décret présidentiel.

Cela fait plusieurs mois que le Comité dénonce un sabotage de ses activités par le ministère des Sports qui aurait établi une ligne de communication directe avec la CAF. Conformément à son statut, le comité d’organisation devrait pourtant être l’interlocuteur principal de l’instance africaine de football au sujet de la CAN. De son côté, le ministère justifie ses interventions par la nécessité d’avancer rapidement dans les préparatifs afin de respecter les délais de livraison des infrastructures.

Il semble que la CAF ait quant à elle décidé de garder un œil attentif sur les préparatifs, à neuf mois du coup d’envoi de la compétition. "Des expériences malheureuses survenues bien avant que la Côte d’Ivoire ne soit sélectionnée comme pays hôte ont amené la CAF à faire preuve de plus de vigilance. Il y va de sa crédibilité et de son image" après les multiples reports de la CAN au Cameroun, conclut Serge Dakoury.

La CAN-2023 aura lieu du 23 juin au 23 juillet 2023 en Côte d’Ivoire.

France 24